

L'imaginaire paysan comme "mémoire historique": Patrimoine et construction de l'identité nationale par le biais des musées centraux

Catrina, Sonia

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Catrina, S. (2011). L'imaginaire paysan comme "mémoire historique": Patrimoine et construction de l'identité nationale par le biais des musées centraux. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 11(1), 123-136. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446397>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

L'imaginaire paysan comme «mémoire historique» Patrimoine et construction de l'identité nationale par le biais des musées centraux

SONIA CATRINA

Introduction

Nous proposons dans cette étude une analyse des formes d'institutionnalisation de l'identité nationale¹. Notre problématique interroge les actions patrimoniales relevant de la sphère savante et le sens que le patrimoine² revêt selon la qualité des acteurs qui détiennent la contrainte mémorielle, désignant, conservant et valorisant comme patrimoine ce qu'ils considèrent comme «bien commun». Nous nous proposons donc d'analyser les assises de la «mémoire» officielle/savante, ainsi que les fonctions de la sélection patrimoniale par rapport à la construction d'une identité nationale. Dans cette perspective, nous saisissons le patrimoine dans ses attributs de «bien collectif»³, incarnant des attributs identitaires de l'État-nation.

Comment réalise-t-on la patrimonialisation en Roumanie à l'époque des idéologies nationalistes⁴? Que désignent les «catégories d'objets» et «mémoire» retenus? Quelle

¹ On reprend l'idée formulée par Cristian PREDA, «La nation dans la constitution», in *Nation and National Ideology: Past, Present and Prospects*, New Europe College, Bucarest, 2001, pp.390-445/p.414, selon laquelle le concept d'identité participe «décisivement à la détermination de l'État comme État national».

² Dans la législation relative au patrimoine, la notion de patrimoine culturel se réfère à un inventaire de structures matérielles et immatérielles qui doivent être collectées, inventoriées, examinées, présentées au public, conservées dans des institutions spécialisées légiférées par l'État, telles les musées. Le patrimoine est ainsi assimilé aux objets du passé, conservés pour ne pas être oubliés. Étant un instrument de reconstruction de la mémoire identitaire, il s'impose une étude des «productions patrimoniales» en rapport avec les différentes *temporalités* (notre choix méthodologique concerne le XIX^e-XX^e siècle qui correspond à l'époque de constitution et consolidation de l'État-nation) et en fonction des différents *territoires* (conçus au niveau national), mises en perspective avec le jeu d'acteurs, dans ce cas institutionnels et politiques. Notre approche s'avère fidèle à la conception de Michel RAUTENBERG, «L'émergence patrimoniale de l'ethnologie: entre mémoire et politiques publiques», in Dominique POULOT (dir.), *Patrimoine et modernité*, Éd. Harmattan, Paris, 1998, pp.279-289, selon laquelle le patrimoine résulte de la relation que l'humain entretient avec le *temps* et l'*espace*.

³ Michel RAUTENBERG, «L'émergence patrimoniale...cit.», p. 282.

⁴ Le nationalisme est une idéologie née en Europe dans la première moitié du XIX^e siècle. En 1882, Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation!?, et autres essais politiques*, textes choisis et présentés par Joël Roman, Presses Pocket, Paris, 1992 [1882], définit les normes de fonctionnement d'une nation constituée et consolidée. Selon lui, la Nation s'appuie sur le partage d'une langue et des valeurs culturelles, la conscience d'une histoire commune. La Nation est «l'aboutissement d'un

est la fonction du discours patrimonial à cette époque-là? Ces questions de la recherche nous encouragent à formuler notre hypothèse principale de travail: nous supposons que les musées nationaux constituent des *surfaces* privilégiées d'*inscription*¹ de la «mémoire-nation»², révélant d'un certain genre d'accumulation qui fait sens pour l'État-nation sous laquelle une «mémoire» officielle prend corps.

Différents concepts nous ont permis d'appréhender le thème de la construction identitaire à l'aube de l'État-nation. Tout d'abord, *Les lieux de mémoire* (1997) de Pierre Nora nous ont aidé à concevoir le cadre théorique approprié à cette recherche. Le passage par la notion de «mémoire-nation», marquant le moment de «prise de conscience» de l'État (comme nation) d'une identité roumaine, est incontournable, de même que la référence à un ouvrage tout aussi important selon lequel la longue durée est constituée de différents régimes d'historicité³. Ces références nous aident à interpréter la fonction assurée à l'époque par les musées nationaux, un des «instruments d'exploration et de conservation de sa propre mémoire [il s'agit de la mémoire de l'État-Nation]»⁴. La «sélection patrimoniale» entreprise lors de l'avènement du nationalisme roumain, nous intéresse en tant que projet qui lie la «mémoire historique»⁵ à l'espace (conçu au

long passé»; ses membres possèdent en commun des souvenirs de solidarité: «avoir souffert, joui, espéré ensemble».

¹ Nous avons repris le syntagme «surface d'inscription» de Françoise PAROUTY-DAVID, *Mémoire et médiation paysagère*. Nouveaux Actes Sémiotiques [en ligne]. Actes de colloques, 2005, Paysages & valeurs: de la représentation à la simulation. Disponible sur: <<http://revues.unilim.fr/nas/document.php?id=2384>> (consulté le 13.01.2011).

² Pierre NORA (dir.), «La nation-mémoire », in *Les Lieux de mémoire*, vol. 2, Gallimard, Paris, 1997, pp. 2207-2216/p. 2208.

³ Même s'il s'agit de l'idéaltype des régimes d'historicité au sens wébérien, la classification de François HARTOG, *Régimes d'historicité : Présentisme et expériences du temps*, Seuil-La librairie du XX^e siècle, Paris, 2003, nous aide à extrapoler et couper la temporalité qui nous sert dans l'analyse: ce régime d'historicité correspond *grosso modo* à l'avènement du nationalisme roumain. La périodisation proposée s'oppose au «présentisme» débusqué par Hartog qui prend en compte le souvenir individuel comme forme d'invention de soi ou «la mémoire de la mémoire» (p. 138) en tant que manière de se définir et se raconter individuellement. Nous avons analysé certaines formes de cette mémoire de l'individu dans une étude des micro-musées relevant de la sphère privée (v. le chapitre consacré au paysan muséographe, intégré dans l'article «Les Musées: alternative démocratique à l'intolérance culturelle», in Georgeta GHEBREA (dir.), *Șantier de cercetare în științele politice*, Ed. Universității din București, București, 2010, pp. 11-48). Cette problématique, traitée aussi de façon transversale dans la thèse de doctorat (Sonia CATRINA, «*Nouveaux paysans*» et pratiques touristiques dans les communautés rurales de Maramureș. *Enjeux identitaires*, recherche centrée sur l'étude du phénomène identitaire dans le contexte des pratiques entreprises en présence du touriste, par la théâtralisation de la figure du «paysan traditionnel», autrement dit par la récupération d'une identité mythologisée, et sa présentation mimétique devant les touristes) a récemment fait l'objet de la journée d'étude «Communication et identités: (en)jeux des représentations» organisé le 7 mai 2010 au sein de la FMSH d'Aquitaine, où nous avons présenté la communication: «Le „Paysan“-muséographe: le cas des micro-musées».

⁴ Pierre NORA, «La nation-mémoire...cit», p. 2209.

⁵ L'usage de la notion de «mémoire historique» implique le rejet de la notion de «mémoire sociale». Les deux termes sont utilisés par Michel RAUTENBERG, «L'émergence patrimoniale de l'ethnologie...cit.», p. 282, qui, en ayant comme point de départ de sa réflexion le discours de Maurice Halbwachs, fait cette distinction et prend en compte à côté de l'idée du «patrimoine» comme «catégorie définie a priori par la science ou l'administration», le point de vue des indigènes (acteurs locaux) dans le choix des éléments à patrimonialiser. Pour cette analyse,

niveau national) et aux objets (qui méritent d'entrer dans le champ patrimonial du à construire de l'identité collective), ensuite comme vision de l'histoire qui désigne les représentations officielles relatives à une identité commune aux Roumains à l'intérieur de leur État-nation¹.

Notre choix concernant la circonscription de l'analyse des enjeux du patrimoine relevant de la sphère savante dans des musées centraux repose principalement sur l'idée que le patrimoine est une «ressource identitaire» qui suscite des «processus d'appropriation». Le choix des deux musées ancrés dans l'enceinte du cerveau politique et administratif du pays, donc dans la capitale (Bucarest), à savoir le Musée du Paysan Roumain et le Musée du Village «Dimitrie Gusti», a été fait en fonction de leur caractère national et de leur ancienneté (les deux datent du début du XX^e siècle), ainsi que de la construction d'un patrimoine autour d'un même symbole: le *Paysan*. Le recentrage sur les musées en question, dont l'image commune puise dans l'imagerie paysanne, cependant recensée différemment selon les logiques patrimoniales de chacune de ces deux institutions de culture, va nous donner une image de la «mémoire historique» retenue en Roumanie à l'époque de formation et consolidation de l'État roumain ayant comme base de fonctionnement une idéologie nationaliste.

Notre analyse concernant la fabrication d'une identité nationale et sa «muséification» s'appuie sur l'analyse des logiques patrimoniales «savantes» en fonction desquelles on procède à une sélection d'«objets patrimoniaux» censés représenter la Nation. Dans un premier temps, nous présentons quelques considérations générales autour des critères de découpage identitaire des Roumains. Ensuite, nous examinons les circonstances de la naissance des projets muséaux, de même que des réflexions savantes autour de la culture populaire. On continue par un examen des assises de la «mémoire-nation» à travers une analyse des éléments de la sélection patrimoniale entreprise par les deux musées en question. En fin de compte, nous explorons les logiques de cette *praxis* patrimoniale s'étant inscrite dans la mémoire collective des Roumains et puisant ses références aux sources paysannes.

Considérations autour de la «construction nationale» des Roumains

Les critères selon lesquels on a réalisé la «construction nationale» des Roumains dessinent les frontières d'un État-nation qui se cherche des racines et souhaite fonder de l'unité. Un premier exemple de «construction nationale» qui nous vient à l'esprit fait référence au domaine linguistique, la langue étant «l'un des facteurs essentiels autour desquels se construit le sentiment identitaire»². Le latin, introduit dès le

c'est à l'échelle nationale que le patrimoine est reconstitué pour construire de l'identité, les logiques individuelles n'étant pas prises en compte, ce qui nous permet d'utiliser la notion de «mémoire historique».

¹ Les logiques qui président à la production de l'identité nationale roumaine ont fait l'objet de recherche de plusieurs chercheurs tels que: Șerban Angelescu, Horia Bernea, Bianca Botea, Otilia Hedeșan, Claude Karnouh, Szabo Levente, Marianne Mesnil, Vintilă Mihăilescu, Irina Nicolau, Ioana Popescu, Anca Stere, Katherine Verdery (cités par ordre alphabétique) etc.

² Marianne MESNIL, «Anthropologie de l'Europe et les Balkans», in Maria BULGARU (dir.), *Elemente de antropologie*, Chișinău, 2007, pp. 15-90/p. 26.

XVII^e siècle, toutefois définitivement adopté au XIX^e siècle, «suite aux mouvements de prise de conscience d'une identité culturelle et politique du peuple roumain (volonté de rattachement avec la latinité romaine)»¹ est gage de l'unité nationale. Le rejet du slavon² (en réalité ayant eu une influence considérable dans la religion orthodoxe pour les peuples de langues indo-européennes, tel les Principautés roumaines, la Moldavie et la Valachie, jusqu'à la fin du XV^e siècle quand l'Église grecque de Constantinople prend les relais) ne se justifie que dans la perspective de construction d'un État-nation pour lequel la «construction identitaire» passe par l'unification linguistique. Néanmoins, inculquer une «conscience nationale» renvoie non seulement à une unité linguistique, mais aussi au partage d'une histoire commune. L'ethnogenèse roumaine, résultat de la synthèse daco-romaine et de l'assimilation des différents substrats migratoires (à noter l'influence de l'Empire byzantin dont les Roumains ont hérité la foi orthodoxe³, à plus de 85%, composante identitaire importante de l'État-nation qui trouve souvent des assises dans la religion), est soutenue par des preuves archéologiques, ethnographiques et anthropologiques, de même que par des mentions documentaires (il faut rappeler au XV^e siècle l'apport des humanistes érudits occidentaux tels que Poggio Bracciolini et Enea Silvio Piccolomini, de même que des chroniqueurs roumains tel Grigore Ureche au XVII^e siècle, Miron Costin, Constantin Cantacuzino et Dimitrie Cantemir vers le XVIII^e siècle, tous⁴ engagés dans la défense de l'origine latine de la langue maternelle). Un autre exemple d'une telle «construction» nous renvoie aux vestiges archéologiques des forteresses daces des Monts Orăștie. Témoins de l'élément autochtone géto-dace (substrat fondamental de l'ethnogenèse), ces vestiges vont dans ce sens de reconstitution des origines d'une identité roumaine. Le mythe des «Grands ancêtres», à l'exemple de Trajan, l'empereur romain ayant civilisé les géto-daces, fait référence à la fois à cet élément autochtone et «à „l'ancêtre fondateur“, un héros venu d'ailleurs, et qui apporte des biens et valeurs culturelles qui en font un „héros civilisateur“»⁵.

Cette courte incursion dans les assises identitaires de l'État-nation roumain nous indique une «construction identitaire» vue comme un processus complexe. Ce processus repose *grosso modo* sur des critères de réflexion autour de la constitution d'un territoire, des ascendants d'un peuple, des métamorphoses de sa langue, de sa dimension transcendante ou son «cachet spirituel»⁶.

¹ *Ibidem*, p. 29.

² Selon Al. PIRU, *Literatura română veche*, Editura pentru literatură, București, 1962, p. 6, le slavon a été même la langue officielle dans la période féodale précoce «qui va du X^e siècle, quand nous avons les premières attestations des maîtres féodaux sur le territoire roumain, jusqu'au XIV^e siècle, quand se constituent les États féodaux de la Valachie et de la Moldavie». Vers la fin du XIV^e siècle, le slavon «n'est pas seulement la langue de l'Église, mais aussi de la chancellerie des Voïvodes et des cours des boyards» (p. 7). Le slavon, utilisé comme langue de la littérature religieuse du XV^e siècle (Filotei, Nicodim, Grigore Țamblac) sera délaissé au profit de l'utilisation d'une langue roumaine d'origine latine vers la fin du XVI^e siècle (les impressions Coresi sont les premières attestations de l'usage de cette langue).

³ Selon Cristian PREDA, «La nation...cit.», p. 410, «l'image du peuple roumain comme „peuple né chrétien“» est un discours récurrent de l'État national.

⁴ Auteurs cités par Maria CVASNĂI-CĂTĂNESCU, *Limba română. Origini și dezvoltare*, Humanitas, București, 1996, pp. 40-41.

⁵ Marianne MESNIL, «Anthropologie de l'Europe...cit.», p. 31.

⁶ Lucian BOIA, «La fin de la Nation», in *Nation and National Ideology...cit.*, pp. 16-27/ p. 27.

Préoccupations autour de la «question paysanne» et naissance des projets muséaux

Ayant comme point de départ de notre analyse l'approche anthropologique du «principe nationaliste» proposé par Ernest Gellner¹ selon lequel la constitution de l'État-nation suppose la congruence de l'unité politique avec l'unité culturelle, nous nous intéressons aux formes roumaines de ce principe. Selon Alexandru Zub:

«Nation, culture et identité forment [...] une triade mise toujours en question, quel que soit l'ordre des termes, car on peut partir du problème de l'identité pour aboutir à la culture et à la nation, tout comme on peut prendre la culture pour arrière-plan afin d'investiguer l'identité nationale»².

On envisage donc un des éléments de cette triade, son aspect culturel, sous la forme du patrimoine culturel national, car selon nous le «principe nationaliste» peut être atteint au moment de mise au jour de ce patrimoine.

Aller au rebours des réflexions autour de la constitution d'un patrimoine censé représenter l'État-nation signifie s'intéresser aux formes pionnières de ses articulations. Il est connu qu'en Roumanie, l'idée d'organiser un musée en plein air date depuis le XIX^e siècle, quand on se rend compte de l'affaiblissement de l'art populaire et des savoir-faire traditionnels. En effet, on doit le retour à la culture paysanne et aux savoir-faire domestiques «conurrencés par des produits étrangers (à la mode et beaucoup moins chers étant obtenus de façon industrielle)», à A.I. Cuza qui «donne en 1863 un décret pour l'organisation d'une exposition axée sur des produits de l'industrie domestique paysanne»³. En réponse à ce décret, le 20 mai 1863, à Obor, voit l'ouverture une exposition nationale sous la direction de Ion Ionescu de la Brad, qui englobe de tels éléments⁴. C'est toujours la réussite d'A.I. Cuza d'avoir organisé le Musée National d'Antiquités par le décret de 25 novembre 1864, ancêtre du futur Musée National d'Art décoratif, lui-même descendant de «l'ancien Musée d'histoire naturelle et d'archéologie qui a pris naissance le 3 novembre 1834 par un décret signé par le Voïévode Alexandru Ghica»⁵. En même temps, c'est la période d'affirmation

¹ Dans la conception d'Ernest GELLNER, *Naționalimul*, trad. roum. Anton Lepădatu, Ed. Incitatus, București, 2001[1997], p. 11: «Le nationalisme est un principe politique qui soutient que la similarité de la culture est le liant social fondamental. Quelques soient les principes d'autorité qui existent entre les hommes pour être légitimes, ceux-ci dépendent du fait que les membres du groupe en cause appartiennent à la même culture (ou, selon l'idiome nationaliste, à la même „nation”). Dans sa version extrême, la similarité de la culture devient une condition tant nécessaire que suffisante pour la légitimité de l'appartenance comme membre».

² Alexandru ZUB, «Nation et identité ethnoculturelle à l'époque de la mondialisation», in *Nation and National Ideology...cit.*, pp. 50-61/p. 55.

³ <http://www.muzeultaranuluiroman.ro/istoric.html> (consulté le 25.01.2011).

⁴ Renseignements recueillis sur le site de présentation du Musée du Paysan Roumain de Bucarest (MTR): <http://www.muzeultaranuluiroman.ro/istoric.html> (consulté le 25.01.2011).

⁵ <http://www.scribube.com/istorie/Muzeul-National-de-Antichitati15182425.php> (consulté le 25.01.2011). Il faut toutefois rappeler la contribution de ses premiers donateurs, le Ban Mihalache Ghica dont la collection comprenait en grande mesure des objets d'archéologie, de même que le Général Nicolae Mavros collectionnant de nombreuses pièces antiques (auteurs cités sur le site ci-dessus).

des premières collections privées, expositions nationales et internationales. En 1864, le Lieutenant-colonel Dimitrie Pappasoglu avait organisé un musée modeste dans un des pavillons de sa maison avec des objets qui vont entrer dans les collections du Musée National d'Art décoratif de Bucarest. Un an plus tard, en 1867, Al. Odobescu a participé à l'Exposition Internationale de Paris avec un habitat paysan pour illustrer la façon dont le paysan s'est adapté aux conditions du milieu et à l'histoire, «tout en créant un espace confortable». Le Musée National d'Antiquités organisera en 1875, à la proposition de Titu Maiorescu, une section «où sont exposés des éléments d'art textile réalisés dans le pays: vêtements, tapis, tissus en lin etc.». Cette section englobant des costumes populaires, de même que différents produits artisanaux, offre les prémisses d'un musée national d'ethnographie qui voit le jour en 1906 sous la direction de l'historien d'art Alexandre Tzigara-Samurcaș. Une maison paysanne et un ensemble d'objets domestiques paysans vont constituer l'exposition permanente du Musée National d'Art décoratif de Bucarest, précurseur du Musée du Paysan Roumain d'aujourd'hui. Dans les années '30 du même siècle, voit naissance un autre projet muséal: Musée du Village «Dimitrie Gusti»,

«résultat des recherches [] théoriques et de terrain, de même qu'apport des expériences muséographiques, de plus d'une décennie, coordonnées par le professeur Dimitrie Gusti, fondateur de l'École sociologique de Bucarest»¹.

L'époque qui voit naître le projet des musées centraux se rattache donc au moment suivant à la création de la État roumain en tant que Nation², plus précisément à la période qui va de la fin du XIX^e siècle vers le début du XX^e siècle, alors que des articulations pionnières autour d'un patrimoine rural, ou bien des ancêtres constituant l'«arbre généalogique»³ de tels musées nationaux, sont à situer au début du XIX^e siècle.

Articulations savantes autour de la culture populaire

Dans la section précédente nous avons décrit le cheminement des projets muséaux dès formes naissantes (dont l'«objet d'étude» n'était pas clairement délimité), aux configurations muséales bien démarquées par rapport à la thématique retenue. Il s'ensuit maintenant d'analyser les formes savantes des réflexions autour de la culture populaire, dont l'intérêt n'est pas né du jour au lendemain.

Un panorama de cet intérêt à situer dans le temps, nous indique un premier moment, pionnier, selon nous, pour les articulations suivantes de la culture populaire: la mise en forme d'une philosophie sociale qui contient des réflexions quant au rural⁴ vers la fin du XVIII^e siècle⁵ allant jusqu'au début du XIX^e. Ce genre de philosophie va donner naissance au «pașoptism» (1830-1860), courant idéologique qui désigne

¹ http://www.muzeul-satului.ro/muzeu_istoric.php (consulté le 25.01.2011).

² La création de l'État roumain moderne (réalisée en deux étapes) date du XX^e siècle quand la Valachie et la Moldavie, anciennes Principautés médiévales réunies en 1859, se sont rattachées à la Transylvanie en 1918.

³ Selon l'expression d'Irina Nicolau citée sur le site de présentation du MTR.

⁴ Traian VEDINAȘ, *Introducere în sociologia rurală*, Polirom, Iași, 2001, p. 9.

⁵ C'est l'époque de la pénétration dans les Principautés roumaines des idées illuministes.

le mouvement démocratique et révolutionnaire qui précède la Révolution de 1848 et prépare l'Union des Principautés roumaines (1859). S'inspirant de l'époque française des Lumières¹ et de ses idéaux d'émancipation et de progrès, cette période de l'histoire roumaine est marquée par l'affirmation de l'esprit national, la confiance dans les valeurs traditionnelles populaires, dans l'histoire et le folklore roumain. Ce mouvement de prise de conscience d'une nationalité roumaine s'étant alimentée aux idées des Lumières en général et de la Révolution française en particulier s'inscrit d'ailleurs dans le mouvement d'unité nationale en Europe, associé, dans le contexte de l'époque, aux idées d'émancipation. Le «pașoptism», promoteur de telles idées d'émancipation et de libération, est suivi par le «romantisme littéraire, scientifique et militant», moment indissociablement lié au processus d'édification de l'État moderne fondé sur une Nation politique, mais aussi culturelle. La «question paysanne» sera traitée au niveau politique, dans le cadre d'une doctrine libérale. La figure prééminente de cette doctrine appelée à améliorer la situation des paysans fut Mihail Kogălniceanu. C'est le moment de consolidation des philosophies sociales et d'apparition des idéologies socialistes. Le libéralisme et les doctrines socialistes qui lui suivent, telles que le «sămănătorism», construit au début du XX^e siècle autour de la figure de Nicolae Iorga autour de la valorisation des traditions historiques et folkloriques, des valeurs nationales, de la lutte de libération nationale, et le «poporanism», édifié en 1890 par Constantin Stere qui a fondé toute une idéologie autour du concept d'unicité de la civilisation roumaine, qu'il exalte comme authentique, le peuple se confondant avec sa classe la plus nombreuse la paysannerie, contribuent à la naissance des réflexions sociologiques. L'intérêt pour le rural, la recherche de la culture et la spécificité des paysans du début du XX^e siècle, l'époque du «Printemps des peuples» selon l'expression de Marianne Mesnil², se concrétise au niveau de l'ethnographie et du folklore, réunis au début sous le chapeau de la «sociologie monographique». La fondation de l'École Sociologique de Bucarest sous la direction de Dimitrie Gusti mène à la réalisation de nombreuses synthèses à caractère interdisciplinaire. L'approche de ces recherches est holiste, les communautés rurales étant vues comme «totalités humaines à spécifique local et régional»³. Les premières exégèses d'Henri H. Stahl, Traian Herseni et Mircea Vulcănescu ont comme principe de travail la méthode monographique et les campagnes de recherche empirique⁴. Selon Gusti, la méthode de la monographie sociologique devait recueillir les caractéristiques nationales, fondement de la politique de la culture et d'un État culturel. L'ethnographie et le folklore, sciences du peuple, ont eu un rôle important dans la production, la définition et l'étiquetage d'une identité collective roumaine. Leur approche se superpose sur la «définition nationaliste des identités politiques comme identités culturelles»⁵ fondées

¹ Certaines œuvres de Voltaire sont traduites et répandues en Moldavie et Valachie dès 1772 (v. Al. PIRU, *Literatura...cit.*, p. 541), tout comme le roman *les Aventures de Télémaque* (1699) dont Fénelon, son auteur, est considéré comme le précurseur des idées illuministes françaises du XVIII^e siècle par la tolérance et l'humanité promues dans les pages de cet ouvrage (*ibidem*, p. 542). *Enciclopedia*, «l'œuvre fondamentale de la philosophie illuministe française» (*ibidem*, p. 543), ou la philosophie allemande de Baumeister, Wolff et Hellmuth sont répandues dans les Principautés roumaines sous formes de traductions vers la fin du XVIII^e-le début du XIX^e siècle.

² Marianne MESNIL, «Anthropologie de l'Europe...cit.», p. 16.

³ Traian VEDINAȘ, *Introducere...cit.*, p. 11.

⁴ V. à ce titre l'analyse élaborée par Traian VEDINAȘ, *Introducere...cit.*

⁵ Alain BABADZAN, «Les usages sociaux du patrimoine» in *Ethnologie comparée*, no. 2 - *Miroirs identitaires*, CERCE, printemps 2001, pp. 1-8/p. 3, <http://alor.univ-montp3.fr/cerce/revue.htm> (consulté le 15.01.2011)

sur la «folklorisation» et la «patrimonialisation des cultures populaires». D'ailleurs, «le XX^e siècle¹ abonde des recherches des ethnographes, ethnologues et folkloristes, tous cantonnés dans la réinvention du village traditionnel par le biais des ouvrages et des musées»². La patrimonialisation de la culture populaire (rurale) trouve des assises scientifiques dans l'ethnographie et le folklore. On peut donc considérer que les deux sciences sociales en question, tout comme des idéologies nationalistes de l'époque, agissent dans cette direction de folklorisation des cultures populaires et muséification du *Paysan*, considéré comme dépôt d'authenticité et d'identité culturelle nationale. En liaison avec cette idée, Vintilă Mihăilescu considère que:

«L'ethnographie et le folklore appartiennent historiquement plutôt à la grande famille des „ethnologues nationales“, voire des „sciences nationales“ au service de la nation, ayant comme objet d'intérêt le Paysan»³.

Marianne Mesnil, quant à elle, considère que:

«Les traditions populaires, les croyances et pratiques liées à une culture paysanne de type oral, n'ont été prises en considération qu'au moment où l'idée de culture populaire, de patrimoine oral propre à un peuple, est apparue comme une nécessité pour mobiliser au niveau politique les spécificités nationales susceptibles de servir d'arguments aux revendications des nouveaux États-nations [...] La recherche des racines (à travers les cultures populaires) fait alors partie des préoccupations de l'époque»⁴.

¹ En opposition, le XXI^e siècle, marqué par l'avènement de l'anthropologie culturelle en Roumanie, donne lieu à des réflexions concernant les «productions culturelles» (expression reprise de Maria GRAVARI BARBAS, Philippe VIOLIER, (dir.), *Lieux de culture, culture des lieux. Production(s) culturelle(s) locale(s) et émergence des lieux: dynamiques, acteurs, enjeux*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2003, p. 9) paysannes et leur «marketisation» par la «mise en scène» et le «jeu de se représenter» (Erving GOFFMAN, *La mise en scène de la vie quotidienne*, vol. 1-2, Les Éditions de Minuit, Paris, 1973; IDEM, *Les rites d'interaction*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1974) devant l'Autre (le touriste). De plus, l'intérêt pour le champ du patrimoine donne naissance à des préoccupations scientifiques dans le domaine de l'anthropologie culturelle, pas encore très répandues dans l'espace roumain des recherches, le thème faisant l'objet de quelques études éparées de master ou de doctorat. Les appropriations du patrimoine restent donc des territoires encore assez peu explorés. Représentatif pour l'anthropologie culturelle est l'anthropologue Vintilă Mihăilescu qui a fait de l'identité l'une des thèmes de recherche privilégiés. Le projet «Patrimoine et identité locale» démarré dans le cadre du Musée du Paysan Roumain de Bucarest sous sa direction, de même que l'initiation des Conférences «de la Șosea», dues à réaliser «une discussion sincère et réaliste par rapport à ce qui arrive présentement dans le village roumain au niveau social, économique, culturel, artistique» (Vintilă Mihăilescu, entretien du 23 septembre 2005, <http://www.zf.ro/ziarul-de-duminica/o-traditie-nu-moare-pentru-ca-este-prin-definitie-vie-2887380/>, consulté le 9.09.2010), favorise l'entrée du patrimoine dans un débat publique.

² Traian VEDINAS, *Introducere...cit.*, p. 143.

³ Vintilă MIHĂILESCU, «Quelle anthropologie pour quelle société? Société postpaysanne et ethnologie postnationale en Roumanie», in *Anthropologie et Sociétés: Mondes socialistes et (post)-socialistes*, vol. 32, nos 1-2, 2008, pp. 217-239/p. 238, <http://www.erudit.org/revue/as/2008/v32/n1-2/018890ar.html#re1no16> (consulté le 25.01.2011).

⁴ Marianne MESNIL, «Anthropologie de l'Europe...cit.», p. 16.

La recherche d'une définition de son identité, entreprise par l'État-nation roumain, s'inscrit dans la marche générale de l'époque quand, les États, en quête d'une nouvelle forme de légitimité, trouvent une réponse dans les racines populaires, «production à laquelle le Folklore a apporté une caution scientifique décisive»¹. L'analyse des productions des identités collectives amène Alain Babadzan à affirmer qu'il s'agissait d'un phénomène ayant conquis toute l'Europe:

«Dans l'Europe entière, de l'Écosse aux Balkans, on part à la recherche de ses racines, celles du *Volk* ou de la nation. On les trouvera, comme chacun sait, chez les paysans des contrées les plus reculées promus soudain au rang d'emblèmes vivants de la nation, derniers dépositaires de l'authenticité et de l'identité culturelle nationale. Cette quête romantique, tout d'abord littéraire, puis scientifique et militante à la fois, est indissociable du processus d'édification d'un État moderne fondé sur la nation comme communauté de culture, indissociable aussi de la volonté, politique, de montrer et de démontrer l'existence éternelle d'une nation culturelle déterminée par la possession matérielle de traits culturels objectifs (au premier rang desquels la langue, mais aussi le costume, l'architecture) ou de pratiques chosifiables (danses, chants, etc.). Des choses donc, et des symboles aussi, que des musées d'un nouveau genre vont donner à voir, nouveaux temples où la nation se rendra un culte à elle-même»².

Inscrites dans ce courant idéologique européen, les actions de l'État roumain, forgé en tant que nation politique et culturelle, font ainsi référence à un patrimoine national construit autour de l'image du *Paysan*³ qui se constitue donc en racine identitaire de toute une Roumanie. Le paysan, devenu figure emblématique de la culture nationale roumaine, sera «muséifié» afin que la Nation puisse faire son propre éloge. Le processus d'édification de l'État moderne fondé sur une Nation politique et culturelle, appuyée sur la patrimonialisation de la culture populaire rurale⁴, construit l'image de l'État roumain comme acteur principal du champ patrimonial. Il a investi avec de la valeur patrimoniale⁵ des objets paysans qu'il a «muséifiés» afin de rendre compte de l'identité et de l'unité de la Nation.

¹ Alain BABADZAN, «Les usages sociaux...cit.», p. 3.

² *Ibidem*, p. 3.

³ Entre parenthèses, on se demande pourquoi les autres catégories sociales ne sont pas retenues à l'époque comme enceinte de la «mémoire-nation»? En référence avec cette idée, l'anthropologue Vintilă Mihăilescu, «Quelle anthropologie...cit.», p. 220, constate qu'«à l'aube de la construction nationale, les élites s'efforcent plutôt de gommer ou de réduire les différences entre boyards et paysans libres pour renforcer ainsi l'image d'une culture nationale unitaire, plus proche d'un peuple rural générique».

⁴ À l'époque du régime communiste, socialiste, communiste ou totalitaire, selon les divers adjectifs en cours, le rapprochement entre Nation ou État et une culture paysanne renvoie à un jeu d'associations qui permet d'ancrer l'État-nation, par le biais d'une politique culturelle, dans une essence éternelle et interchangeable. Se profile alors en Roumanie l'affirmation d'un nationalisme qui, appuyé sur certaines dimensions de l'imagerie paysanne, celles qui n'étaient pas «obscurantisme et superstition» (Direction générale des Relations internationales du ministère de la Culture, le Département pour l'intégration européenne, *La politique culturelle en Roumanie*, Rapport national inscrit dans le cadre du Programme «Évaluation des politiques culturelles nationales» du Conseil de l'Europe, Division des politiques et de l'action culturelles, Conseil de la coopération culturelle, Strasbourg, 1999, p. 11), se recentre dans le culturalisme. Cela correspond à une conception de la nation et de l'identité nationale qui privilégie une approche d'une culture «unifiée de l'homme nouveau» (*ibidem*) et façonnée comme interface de tout un peuple.

⁵ Cependant, il faut rappeler qu'il s'est à la fois investi dans la mise en valeur des monuments comme témoin historique ou des édifices sacrés en tant que symbole de l'orthodoxie.

*Du paysan singulier au paysan universel:
même symbole, double vision*

Les collections rassemblées par le Musée d'art national, d'art décoratif et industriel fondé par Alexandre Tzigara-Samurcaș (nommé à un moment donné de son existence Musée d'ethnographie et d'art national, ensuite Musée d'ethnographie et d'art national Charles-I^{er}), seront organisées «en deux sections, d'ethnographie et d'art religieux»¹. Alexandre Tzigara-Samurcaș accorde une importance accrue à la dimension religieuse de l'humain reflétée dans les objets y ramassés, de sorte qu'«il demande même que les collections du musée des Antiquités nationales se rattachant à la religion chrétienne soient reversées au musée qu'il dirige»². Alexandre Tzigara-Samurcaș construit donc une «idéologie autochtoniste»³ autour des objets patrimoniaux censés représenter l'identité nationale, qui s'organise sous deux paliers: on retient, d'un côté, des objets paysans faisant partie de l'espace domestique, de l'autre côté, des objets en relation avec l'univers religieux du Paysan. La sélection des objets patrimoniaux se réalise selon le critère principal de beauté. En se référant à la sélection patrimoniale entreprise dans cette période, Isabelle Longuet affirme que:

«L'intérêt pour la collecte d'objets de la vie rurale appuyée sur des éléments ayant constitué l'univers domestique paysan, ne reflète pas tant la volonté d'affirmer une culture populaire face à une culture savante que la recherche de traits culturels spécifiquement roumains pour affirmer la nation naissante»⁴.

En effet, les objets patrimoniaux y ramassés se constituent en «capital culturel» d'une Nation, alors que le Musée devient un espace privilégié d'inscription de la «roumanité». Leur collecte se réalise en fonction des critères scientifiques tels que les valeurs esthétiques (car on distingue entre le beau et le laid, le musée recueillant des objets d'*art* paysanne), l'ancienneté (l'ancien construit en opposition avec le moderne), ou les valeurs spirituelles (le Paysan de Tzigara-Samurcaș étant présenté, à travers les objets, comme un religieux).

Par rapport au Musée d'ethnographie et d'art national, le Musée du Village roumain, résultat des campagnes⁵ de recherche organisées dans la période 1925-1935 sous la direction de Gusti, chef de la Chaire de Sociologie de l'Université de Bucarest,

¹ Isabelle LONGUET, «Le musée du Paysan roumain», *Terrain*, no. 21 - *Liens de pouvoir*, octobre 1993, mis en ligne le 15 juin 2007. URL: <http://terrain.revues.org/index3078.html> (Consulté le 25.01.2011), pp. 1-6/p. 2.

² *Ibidem*, p. 2.

³ Vintilă MIHĂILESCU, «Omul locului. Ideologie autohtonistă în cultura română», in O. GROZA (dir.), *Teritorii: scrieri și descrieri*, Paideia, București, 2003, pp. 167-212.

⁴ Isabelle LONGUET, «Le musée...cit.», p. 3.

⁵ Les campagnes telles que les recherches menées dans les villages de: Goicea Mare, Nerej, Fundu Moldovei, Drăguș, Runcu, Clopotiva, Șanț, Dâmbovnic, Dragomirești, Rușețu, se finalisaient avec des «expositions, certaines d'entre elles dans les villages étudiés, certaines d'autres dans les salles de cours de l'Université de Bucarest. À l'initiative de Gusti et de ses collaborateurs, parmi lesquels H.H. Stahl, Mihai Pop, Traian Herseni, Anton Golopenția, Mircea Vulcănescu, Gh. Focșa, ont été organisées deux expositions avec des intérieurs paysans ornés avec des objets collectés dans les villages: l'une au siège de la Fondation Royale „le Prince Carol” (1934), l'autre dans le Pavillon Royal du Parc Carol (1935), comme prélude du

étant installé en plein air, la superficie plus large du terrain sur lequel il a été assemblé a permis l'entier déplacement des foyers domestiques paysans, ainsi que leurs annexes, leur intérieur intégralement reconstitué, et parfois leur accompagnement par des églises, auberges (sorte de «crâşme»). Étant constitué selon le principe du métavillage à identifier dans son aspect pavillonnaire, le Musée du Village roumain se veut une reconstitution de l'espace physique du village traditionnel roumain (d'ici et d'ailleurs) regroupant les spécificités locales par régions. La question de la construction patrimoniale par l'intermédiaire de l'espace forge une image du patrimoine en tant que notion liée à des enjeux d'appropriation de l'espace. D'autre part, l'investissement identitaire en référence au local permet l'ancrage dans un espace révélateur d'un *status*. Et le Paysan a été choisi encore une fois comme représentant d'une Nation. Et avec lui toute une imagerie associée à l'espace que le Paysan occupe (structuré tantôt en fonction du statut des membres constituant une famille ou des générations y abritées, tantôt en fonction de certaines croyances), de même que le poids statutaire auquel cette catégorie sociale fait référence. On est donc devant une même emblème, le Paysan, devenu symbole de la «roumanité», et une double vision: alors que le musée fondé en 1906 met l'accent sur les valeurs étiques et esthétiques du Paysan roumain, le musée fondé en 1936 nous présente une image particularisante du Paysan roumain selon les différentes aires régionales. Aux valeurs universelles du Paysan de Tzigara-Samurçuş (beauté, religiosité) correspond la vision particularisante du Paysan de Gusti (on restitue le particulier à l'unité). L'idéologie nationaliste de la fin du XIX^e siècle correspond donc à une vision plus générale de l'unité: les choix patrimoniaux sont orientés de façon à effacer les particularités¹. En tant que ressource identitaire, le patrimoine permet d'affirmer une spiritualité universelle, ce qui n'est pas le cas pour l'autre discours muséographique du début du XX^e siècle qui conçoit l'unité dans certaines de ses parties, bien que ce soit une unité réduite à une catégorie sociale dominante. Et au-delà de toute cette image repose un symbole dominant: le Paysan!

Pourquoi localiser la mémoire collective dans le Paysan ?

Arrivée à ce point de notre analyse du rôle des musées nationaux dans la construction d'une mémoire collective, nous sommes incitée à nous demander pourquoi le récit identitaire muséal, tout comme celui des disciplines sociales, est-il orientée vers le Paysan? Et comment arrive-il que le Paysan soit-il érigé en figure emblématique du «roumanisme»?

Selon nous, les réponses à cette question se trouvent dans l'idée selon laquelle en Roumanie, la consolidation d'un passé collectif et son identification avec l'État-nation fait partie du processus d'acquisition d'une identité sociale. À l'heure où les Principautés roumaines se cherchaient des racines identitaires communes, ce processus offre la possibilité de «localiser» l'identité collective de la Roumanie naissante dans la catégorie sociale des Paysans, représentative pour un pays majoritairement rural. À ce titre, Marianne Mesnil² considère que:

futur musée en plein air de Bucarest» (cf. à http://www.muzeul-satului.ro/muzeu_istoric.php (consulté le 25.01.2011).

¹ Référence aux particularités ethniques.

² Marianne MESNIL, «Histoire tourmentée d'un „lieu de mémoire“: le Musée du Paysan Roumain avant, pendant, après le communisme», *Martor. Revue d'anthropologie du Musée du paysan Roumain*, no. 11 - *Musées et société*, 2006, pp. 33-48/p. 35.

«Dans la mesure où la paysannerie constitue encore la majeure partie de la population du territoire à raison de 90%, c'est son image qui est mobilisée pour soutenir l'idée d'unité nationale».

Malgré cela, en ce qui nous concerne, la représentativité de cette catégorie sociale ne représente pas une réponse satisfaisante à la question du choix patrimonial dont la source est l'héritage paysan. L'explication doit être beaucoup plus complexe. Selon nous, l'imagerie paysanne conçue comme patrimoine national est une construction idéologique exprimant le rôle d'une catégorie sociale (effectivement majoritaire), dans le tissu social du pays. L'identité paysanne affichée et revendiquée à travers le patrimoine représente une forme de «capital social» qui permet son appropriation collective. La reprise du concept de «capital social» de l'approche sociologique, que l'on utilise dans cette analyse, nous permet de considérer les Paysans comme détenteurs de valeurs similaires et stockeurs d'«éléments positifs institués par la communauté»¹. Ces valeurs positives, constituées en «capital social» d'une catégorie sociale, entrent dans un enjeu national à travers le processus de «patrimonialisation» et érigent le Paysan en symbole d'une Nation, la Nation roumaine. Étendre les valeurs d'une catégorie sociale à la totalité s'inscrit dans une conception holiste selon laquelle l'individuel est subordonné à la totalité sociale. Néanmoins, au-delà de cette vision théorisée comme holiste, on comprend bien les connotations associées au Paysan: intégré dans un projet de construction identitaire nationale, le Paysan se doit localiser la «mémoire-historique» de l'État-nation non pas dans un statut social, mais plutôt dans les valeurs associées à lui. Son univers domestique se métamorphose en *art paysan*, dont les spécialistes de la patrimonialisation apprécient la beauté et l'authenticité, et son éthique, telle la religiosité, se constitue en valeur nationale.

Conclusion

Cet article est parti du constat que les politiques mémorielles savantes depuis l'époque de construction, ensuite de consolidation, de l'État-nation se concentrent sur les cultures populaires et l'image du Paysan. Il s'agissait d'étudier comment les musées nationaux bucarestois s'inscrivaient dans ce processus de construction d'une identité nationale, autrement ancrée dans l'histoire (nous rappelons le «mythe des grands ancêtres»), la langue (d'origine latine, le substrat slavon étant rejeté dans les thèses linguistiques qui soutiennent la pureté de la langue roumaine), la religion (majoritairement orthodoxe ce qui implique la négation des religions des groupes ethniques), et contribuait à forger le récit identitaire roumain par le biais des projets patrimoniaux. Nous avons cherché à répondre à la question: quelle représentation les musées appelés dans notre analyse contribuent-ils à diffuser dans un contexte d'une construction identitaire?

Nous avons rattaché la naissance des projets muséaux à la fin du XIX^e siècle-au début du XX^e siècle, plus précisément le Musée du Paysan Roumain s'inscrit dans la période qui suit à l'union des Principautés roumaines (bien que les prémisses de sa fondation aient des racines dans le XIX^e siècle), alors que le Musée National du

¹ Dumitru SANDU, *Dezvoltare comunitară: cercetare, practică, ideologie*, Polirom, Iași, 2005, p. 12.

Village, appartient plutôt à la période de consolidation de l'État-nation. Dans cette période de construction nationale, les projets patrimoniaux lient: identité, mémoire et territoire. La mise en forme des éléments constituant cette triade correspond à la collecte d'objets appartenant à la culture matérielle des Paysans. L'imaginaire paysan se constitue en capital culturel de l'État-nation, dont la valeur est déterminée et validée par l'institution muséale, de même que la recherche ethnographique. Le Paysan devient de la sorte référence centrale de l'identité roumaine, et les musées en question «surface d'inscription» de la «mémoire-nation». Cette opération d'inscription de la mémoire collective dans la mémoire sociale est le produit d'une praxis d'accumulation d'un patrimoine paysan constitué en référence identitaire à partager par tous les membres de l'État-nation, au-delà de l'existence des autres catégories sociales dont le rôle est minimisé dans le processus de construction identitaire. Et la sociologie, en tant que «science de la nation, ancrée dans la connaissance du village», telle quelle était nommée par Gusti¹, y a contribué par son centrage autour des cultures populaires rurales, orientant la construction de l'identité nationale et transformant «les populations rurales, qui couvraient l'essentiel de l'espace national, en paysannerie, tout en l'imaginant comme sujet unitaire et central de la nation»². Le Paysan sera donc transposé au musée afin que l'État-nation puisse «rendre culte» à lui-même. La fondation des premiers musées ethnographiques et la construction du discours muséographique agissent dans cette direction de muséification du Paysan roumain placé dans son univers (matériel et spirituel). Considéré comme dépôt d'authenticité et d'identité culturelle nationale, le Paysan devient, ainsi, figure emblématique de la culture nationale roumaine. Passé d'un enjeu social à un enjeu national, le Paysan se positionne comme le représentant d'une culture nationale. La culture populaire dont il est le dépositaire, est «représentative du peuple tout entier, qui devient ainsi, d'une manière déclarative identitaire, un *peuple-paysan*»³. Ainsi, l'État, bénéficiant de légitimité devant le peuple, a-t-il pu inventer une mémoire collective et transformer les musées nationaux en «mémoire localisante» d'une nation.

L'étude du triptyque: identité-mémoire-territoire associé à l'État-nation, détenteur à l'époque du monopole des politiques mémorielles, et à l'institution muséale, surface privilégiée d'inscription du récit savant de la culture, vise donc à rendre compte de la «mémoire-historique» retenue par un État-nation en train de (s')élaborer une mémoire officielle qui témoigne de son unité. L'analyse des représentations relatives à l'identité de la Nation par des mécanismes étatiques responsables de la construction patrimoniale en Roumanie nous permet de parler d'un «centralisme mémoriel»⁴ dont l'acteur dominant est l'État⁵. Notre analyse de sélection d'objets

¹ Dimitrie GUSTI, *La science de la réalité sociale. Introduction à un système de sociologie, d'éthique et de politique*, Plon, Paris, 1941, p. 41.

² Vintilă MIHĂILESCU, «Quelle anthropologie...cit.», pp. 220-221.

³ *Ibidem*, p. 221.

⁴ Michel JOHANN, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Presses Universitaires de France, Paris, 2010, p. 49.

⁵ À présent, il arrive que l'État roumain, longtemps le seul acteur dans le champ patrimonial, après la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme, n'a plus le monopole de la contrainte mémorielle qui est concurrencé par une irruption des mémoires au niveau local à travers les actions individuelles de «collecte de mémoire» ramassée dans des micro-musées privés. Le régime d'historicité, surinvesti par l'État roumain, laisse présentement le champ ouvert à la logique de l'action individuelle dont les porteurs de projets s'engagent

censés représenter l'État-nation nous a donc permis de révéler les constructions dont la patrimonialisation était l'occasion, ainsi que les enjeux qu'elle suscitait au niveau de l'État-nation. S'y intéresser nous a également permis de saisir la polysémie des phénomènes de qualification des projets «patrimoniaux» à l'heure de la construction d'une identité nationale.

L'analyse des modalités de la sélection patrimoniale et des différentes réflexions autour du patrimoine à l'intérieur des organismes qui en détiennent la responsabilité, nous a montré que l'individuel se substitue au collectif, et réciproquement, par un jeu complexe de références. Le Paysan se substitue au peuple roumain, et le peuple devient Paysan, «peuple-paysan» tel qu'il est nommé par Vintilă Mihăilescu. Par conséquent, le processus de patrimonialisation fait état d'une construction identitaire d'un «objet médiatique», le Paysan, grâce auquel la «mémoire-nation» prend corps au niveau de la réflexion savante.

dans une patrimonialisation privée. Ils réinvestissent ainsi l'histoire dans une perspective interprétative personnelle ce qui, selon nous, ouvre l'ère de la responsabilisation de l'individu vis-à-vis du passé qui se construit au-delà du récit savant de la culture.